Brussels Studies

La revue scientifique pour les recherches sur Bruxelles
/ Het wetenschappelijk tijdschrift voor onderzoek over
Brussel / The Journal of Research on Brussels
Collection générale | 2021

Résidence des élus et structures socioélectorales en Région de Bruxelles-Capitale

Woonplaats van de verkozenen en sociale verkiezingsstructuren in het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest

*Residence of elected representatives and social and electoral structures in the
Brussels-Capital Region*

Christian Vandermotten

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/brussels/5848>

DOI : 10.4000/brussels.5848

ISSN : 2031-0293

Éditeur

Université Saint-Louis Bruxelles

Référence électronique

Christian Vandermotten, « Résidence des élus et structures socioélectorales en Région de Bruxelles-Capitale », *Brussels Studies* [En ligne], Collection générale, n° 163, mis en ligne le 12 décembre 2021, consulté le 12 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/brussels/5848> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/brussels.5848>

Ce document a été généré automatiquement le 12 décembre 2021.

Licence CC BY

Résidence des élus et structures socioélectorales en Région de Bruxelles-Capitale

Woonplaats van de verkozenen en sociale verkiezingsstructuren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Residence of elected representatives and social and electoral structures in the Brussels-Capital Region

Christian Vandermorten

NOTE DE L'ÉDITEUR

Pour voir les figures dans une meilleure résolution, accédez à l'article en ligne et cliquez sur « Original » en dessous de celles-ci.

Introduction

- 1 L'article étudie la répartition résidentielle des élus sur l'ensemble de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exclusion du niveau communal. Ont donc été pris en considération les élus au Parlement régional, les élus bruxellois au Parlement fédéral et au Parlement européen, les ministres et secrétaires d'État régionaux et fédéraux domiciliés à Bruxelles, qui sont pour la très grande majorité d'entre eux des élus empêchés de siéger. Le référentiel par rapport auquel la répartition résidentielle de ce personnel politique est appréciée est donc la Région dans son ensemble, à la différence d'études qui ont travaillé sur les élus ou candidats aux élections communales, et qui ont dû dès lors considérer comme référentiels les diverses communes considérées séparément [de Borman *et al.*, 2001 ; Van Hamme et Marissal, 2008 ; de Maesschalck, 2009]. Ici, nous souhaitons travailler dans le cadre des structures urbaines à l'échelle

régionale. Nous avons toutefois pris aussi en considération les bourgmestres des 19 communes bruxelloises, leur nombre restreint et leur poids politique à l'échelle de la Région justifiant de traiter de leur lieu de résidence en conservant cette échelle de référentiel. Deux études avaient déjà été menées précédemment à Bruxelles à l'échelle régionale [de Maesschalk, 2010 ; Vandermotten, 2014].

- 2 L'analyse diachronique menée ici compare deux cycles électoraux. D'une part, la situation en 2014, à la veille des élections fédérales et régionales. Elle concerne donc des candidats élus pour la plupart aux communales de 2012 (pour les bourgmestres), aux élections régionales et européennes de 2009 ou aux fédérales de 2010, sauf remplacement ultérieur par des suppléants. La situation actuelle, début 2021, résulte des élections communales de 2018 (pour les bourgmestres) et des régionales, fédérales et européennes de 2019¹. Les deux ensembles de données sont donc séparés par un cycle électoral intermédiaire, non examiné.
- 3 L'article examine deux questions, qui seront traitées successivement.
- 4 *La première est celle du patron résidentiel des élus.* Elle est sous-tendue par l'idée de l'importance d'une représentation équitable des différents types de quartiers parmi les élus, et de la signification politique d'une sous-représentation des quartiers défavorisés dans leurs lieux de résidence ou, à l'inverse, d'une surreprésentation des quartiers aisés. Les hypothèses implicites sont donc que les élus sont représentatifs dans une certaine mesure de la structure sociale du quartier où ils habitent, qu'ils peuvent relayer préférentiellement les préoccupations partagées par les catégories de population implantées dans ces quartiers, surtout à une échelle comme celle d'une région urbaine – ce serait sans doute moins vrai à une échelle plus étendue – et que les choix résidentiels des élus participent aussi de leur propre représentation de la ville et du projet urbain.
- 5 Il est cependant évident que la prudence s'impose dans les interprétations des résultats : rien ne permet d'affirmer *a priori* que les élus bénéficient préférentiellement du vote d'électeurs issus de leur quartier, ni que celui-ci représente leur base électorale. On a par ailleurs montré que, surtout dans les quartiers pauvres, les élus appartiennent en moyenne à des catégories sociales plus aisées que la population de leur quartier prise dans son ensemble, et aussi qu'à la moyenne de leurs électeurs [Jacobs, 2006 ; Van Hamme et Marissal, 2008 ; de Maesschalck, 2010]. L'interprétation des résultats nécessite donc de veiller aux risques classiques de l'*ecological fallacy*, c'est-à-dire l'interprétation d'une concordance statistique en termes d'explication², d'autant que nous travaillons sur une population d'ampleur restreinte. Il faut aussi se garder de glissements sémantiques abusifs, qui conduiraient à assimiler mécaniquement la localisation des types d'élus et des types d'électeurs.
- 6 Ces précautions valent d'autant plus pour la *seconde question de l'étude, celle des parallèles entre géographie des élus et géographie électorale*, avec la difficulté que les données relatives à cette dernière ne sont au mieux disponibles qu'à l'échelle communale et seulement pour les élections tenues à ce niveau.

1. Le patron résidentiel des élus

1.1. Les données

- 7 La population étudiée, dont il a fallu identifier les adresses privées ou au moins le quartier de résidence, est de 125 élus (ou ministres) en 2010 et 133 en 2020³. L'augmentation traduit une réduction drastique du nombre de cumuls des bourgmestres : sur les 19 bourgmestres bruxellois, 14 cumulaient avec une autre fonction électorale ou ministérielle en 2010, alors qu'ils ne sont plus que 5 dans ce cas dix ans plus tard.
- 8 Le tableau 1 et la figure 1 décrivent le patron résidentiel de ce personnel politique au niveau des communes et des quartiers, tels que délimités par le *Monitoring des quartiers* [IBSA, consulté le 1^{er} mars 2021].

Tableau 1. Répartition des élus par commune de résidence et type de quartier (2010 et 2020)

	Elus		Elus (%)		Population (%)		Rapport élus/pop.	
	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020
Région de Bruxelles-Capitale	125	133	100,0	100,0	100,0	100,0	1,00	1,00
Bruxelles-Centre, Nord-Est, Louise	14	6	11,2	4,5	6,7	6,8	1,68	0,66
Schaerbeek	12	15	9,6	11,3	11,1	10,9	0,86	1,04
Saint-Josse	5	4	4,0	3,0	2,4	2,2	1,65	1,34
Etterbeek	5	3	4,0	2,3	4,1	4,0	0,98	0,57
Ixelles	16	9	12,8	6,8	7,4	7,2	1,74	0,94
Saint-Gilles	5	6	4,0	4,5	4,3	4,1	0,93	1,11
Forest	6	13	4,8	9,8	4,6	4,7	1,04	2,10
Anderlecht	8	9	6,4	6,8	9,6	9,9	0,67	0,68
Molenbeek	7	10	5,6	7,5	8,1	8,0	0,69	0,94
Koekelberg	1	6	0,8	4,5	1,8	1,8	0,44	2,50
Bruxelles-Laeken	5	9	4,0	6,8	5,8	6,0	0,69	1,13
Berchem Sainte-Agathe	2	2	1,6	1,5	2,0	2,1	0,79	0,71
Ganshoren	4	3	3,2	2,3	2,1	2,1	1,54	1,08
Jette	6	6	4,8	4,5	4,3	4,3	1,12	1,04

Bruxelles-Neder-over-Hembeek	2	0	1,6	0,0	1,6	1,8	1,02	0,00
Bruxelles-Haren	0	0	0,0	0,0	0,4	0,5	0,00	0,00
Evere	3	5	2,4	3,8	3,3	3,5	0,73	1,07
Woluwé Saint-Lambert	3	1	2,4	0,8	4,7	4,8	0,52	0,16
Woluwé Saint-Pierre	7	8	5,6	6,0	3,6	3,5	1,56	1,73
Auderghem	1	4	0,8	3,0	2,8	2,8	0,28	1,06
Watermael-Boitsfort	5	5	4,0	3,8	2,2	2,1	1,80	1,80
Uccle	8	9	6,4	6,8	7,1	6,9	0,90	0,98
Quartiers du 1 ^{er} quintile de revenus (a)	23	32	18,4	24,1	26,9	26,4	0,68	0,91
Quartiers du 2 ^e quintile de revenus (a)	33	27	26,4	20,3	20,7	21,0	1,28	0,97
Quartiers du 3 ^e quintile de revenus (a)	22	28	17,6	21,1	20,4	20,9	0,86	1,01
Quartiers du 4 ^e quintile de revenus (a)	19	19	15,2	14,3	18,5	18,8	0,82	0,76
Quartiers du 5 ^e quintile de revenus (a)	28	27	22,4	20,3	13,5	12,9	1,66	1,57
Pentagone	11	3	8,8	2,3	4,5	4,5	1,96	0,50
Croissant pauvre	17	28	13,6	21,1	19,8	19,2	0,69	1,10
Première couronne orientale	28	23	22,4	17,3	18,3	17,9	1,22	0,97
Deuxième couronne est Q1-Q3	11	15	8,8	11,3	10,2	10,7	0,86	1,05
Deuxième couronne est Q4-Q5	28	31	22,4	23,3	21,7	21,4	1,03	1,09
Deuxième couronne ouest Q1-Q3	24	26	19,2	19,5	21,3	21,9	0,90	0,89
Deuxième couronne ouest Q4-Q5	6	7	4,8	5,3	4,3	4,4	1,12	1,20
Quartiers en voie de gentrification (b)	46	43	36,8	32,3	35,1	34,3	1,05	0,94

(a) Quartiers classés selon leurs revenus moyens de 2015, répartis en cinq quintiles, par la suite caractérisés de Q1 (quartiers aux revenus les plus faibles) à Q5 (quartiers aux revenus les plus élevés).

(b) Quartiers du Pentagone, du croissant pauvre et de première couronne orientale situés dans les deux premiers quintiles de revenus en 2005 et ayant amélioré leur revenu moyen/hab. relatif entre 2005 et 2015.

Figure 1. Patron résidentiel des élus en 2010 et 2020

Cartographie : Pierre Marissal

Les symboles sont localisés dans le quartier de résidence des élus, un cercle pour les élus du rôle francophone, un carré pour ceux du rôle néerlandophone. Les couleurs les rattachent aux ensembles politiques. Nous avons distingué : l'extrême gauche (PTB-PVDA) ; les sociaux-démocrates, y compris les dissidents Emir Kir et Emin Özdamar ; les écologistes d'Ecolo et de Groen ; le MR et les élus du FDF/DéFI, regroupés parce que la géographie et la sociologie de leurs électeurs sont proches (alors que celles de l'Open Vld en diffèrent sensiblement) ; les sociaux-chrétiens (avec ici aussi des sociogéographies très différentes côté francophone et néerlandophone) ; la N-VA et l'extrême droite.

- 9 Au niveau des différences entre communes, il serait imprudent de tirer des conclusions quant à la géographie résidentielle des élus : les nombres absolus sont faibles et la plupart des communes sont hétérogènes. Il est donc nécessaire de partir du niveau des quartiers pour les regrouper en ensembles sociogéographiquement cohérents.

1.2. Les catégories de quartiers

- 10 Les quartiers ont été catégorisés selon deux modalités (figure 2) : d'une part une distribution en 5 quintiles de revenus moyens/hab. (Q1 à Q5) ; d'autre part une géographie distinguant le Pentagone, le croissant pauvre hors Pentagone (qui inclut toute la première couronne occidentale), la première couronne orientale hors croissant pauvre, la seconde couronne, en y séparant les quartiers situés à l'est et à l'ouest de la Senne et en y distinguant les quartiers de faibles et moyens revenus (quintiles 1 à 3, soit Q1-Q3) et ceux les plus aisés (quintiles 4 et 5 – soit Q4-Q5) (tableau 2).

Tableau 2. Revenu moyen relatif par habitant dans les différents types de quartiers

Bruxelles-Capitale = 100	Part dans la population (2015)	Revenu moyen relatif/habitant	
		2005	2015
Pentagone	4,5	78,9	82,3
Croissant pauvre	19,9	58,5	62,2
Quartiers de première couronne orientale	18,1	58,5	62,2
Quartiers de 2 ^{ème} couronne est Q1, Q2, Q3	10,3	100,9	95,6

Q4, Q5	21,2	129,8	136,4
Quartiers de 2 ^{ème} couronne ouest Q1, Q2, Q3	21,7	103,9	94,9
Q4, Q5	4,3	133,5	124,3

Cartographie : Pablo Medina Lockhart

Figure 2. Les catégories de quartiers à Bruxelles

Cartographie : Pablo Medina Lockhart

- 11 Cette répartition met bien en évidence la dichotomie sociale est-ouest à Bruxelles. La première couronne abrite 38 % de la population bruxelloise, pour moitié environ dans le croissant pauvre au nord et à l'ouest, pour l'autre moitié dans les quartiers plus aisés, historiquement bourgeois, de l'est. En deuxième couronne, l'est rassemble 32 % de la population bruxelloise, l'ouest 26 %, mais 67 % de la population de la deuxième couronne orientale habite des quartiers appartenant aux quintiles de revenus 4 et 5, alors que ce pourcentage n'est que de 17 % à l'ouest (tableau 2).
- 12 Enfin, les quartiers en voie de gentrification ont été isolés, sur la base d'une définition très sommaire et approximative de ce phénomène, à savoir les quartiers du Pentagone et de la première couronne qui étaient situés dans les deux premiers quintiles de revenus en 2005 et ont amélioré leur revenu moyen relatif/hab. entre 2005 et 2015⁴ (tableau 2).

1.3. La géographie résidentielle des élus et les types de quartiers

- 13 La première question de recherche est donc de savoir si les lieux de résidence des élus sont répartis de manière équilibrée entre les différentes catégories de quartier dans la ville.
- 14 Il n'apparaît pas d'écart outrancier entre la répartition des résidences des élus et celle de la population en général, à l'exception d'une très nette surreprésentation des

quartiers les plus riches (tableau 1). En outre, les patrons résidentiels des élus et de la population dans son ensemble tendent à se rapprocher entre 2010 et 2020, par résorption de la sous-représentation des quartiers les plus pauvres⁵.

- 15 Cette amélioration de l'adéquation entre le profil de répartition des élus et celui de la population dans son ensemble, du fait d'une meilleure représentation des élus dans les quartiers moins favorisés, peut tenir à différents facteurs, interreliés entre eux, qu'il s'agit maintenant d'examiner :

- les évolutions des résultats électoraux, bénéficiant aux partis dont les élus sont bien présents dans ces quartiers ;
- le renouvellement du personnel politique, lié pour une part à ces évolutions (tableau 3)⁶ ;
- en particulier un nombre croissant d'élus issus de l'immigration⁷ ;
- une généralisation des phénomènes de gentrification à l'ensemble des quartiers pauvres, qui s'y manifeste par une augmentation du revenu relatif (tableau 4), et à laquelle seraient associées la diffusion et l'élection de nouveaux candidats plus jeunes, par exemple écologistes.

Tableau 3. Évolution de la représentation politique et taux de renouvellement des élus

	Pourcentage de l'ensemble des élus en 2010	Pourcentage de l'ensemble des élus en 2020	Pourcentage des élus de 2020 déjà en place en 2010
PTB/PVDA	-	10,5	0,0
Socialistes (y compris SP.A et dissidents)	29,6 (b)	24,8 (b) ↓	54,5
Écologistes (y compris Groen)	20,8 (c)	23,3 (c) ↑	34,4
MR	16,0 (d)	14,3 (d) ↓	36,9
FDF/DéFI	10,4 (e)	10,5 (e) =	35,7
CdH	11,2 (a)	7,5 (a) ↓	60,0°
Partis flamands (y compris SP.A et Groen)	18,4	14,3 (f) ↓	35,0

Total	100,0 (n = 125)	100,0 (n = 133)	38,3
-------	-----------------	-----------------	------

- (a) Y compris Bertin Mampaka, passé entre-temps au MR.
 (b) Y compris Emir Kir et Emin Özkara devenus entre-temps indépendants.
 (c) Y compris Marie Nagy passée entre-temps à DéFI.
 (d) Sans Bertin Mampaka.
 (e) Sans Marie Nagy.
 (f) Sans les deux élus néerlandophones du PTB/PVDA.

La stabilité des élus est la plus forte dans les deux familles politiques qui ont le plus perdu entre 2010 et 2020, les socialistes et le CdH, ce qui traduit le fait qu'en situation de régression électorale ils ont moins aisément pu faire élire de nouveaux candidats et que les élus les plus anciennement implantés se sont relativement le mieux maintenus. Ainsi, au CdH, le recul électoral n'a néanmoins pas empêché des bourgmestres de se maintenir, alors que par ailleurs le renouvellement des cadres semble faible. Chez les socialistes, le bon maintien des élus « historiques » touche tant ceux issus de l'immigration que les autres. À l'inverse, le PTB/PVDA n'avait pas d'élus en 2010. Les autres groupes politiques sont dans une situation intermédiaire (de l'ordre de 2/3 des élus de 2020 qui n'étaient pas en place en 2010).

Tableau 4. Répartition des élus par types de quartier, familles politiques et origines

	Total		PTB/PVDA		PS/SP.A		Ecolo/Groen		MR		FDF/DéFI		CDH		Autres élus néerlandophones		Divers		Elus du rôle néerlandophone		Elus d'origine maghrébine ou turque		Elus d'origine subsaharienne	
	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020
Q1 2015	23	32	0	2	10	6	5	13	1	1	3	3	3	1	1	3	0	3	3	8	11	10	1	0
Q2 2015	33	27	0	3	13	10	7	6	3	2	0	4	4	0	8	2	0	0	11	5	6	6	0	1
Q3 2015	22	28	0	6	5	5	7	7	2	3	0	0	0	5	4	2	0	0	7	5	1	4	1	3
Q4 2015	19	19	0	2	5	7	2	1	5	4	4	2	2	1	1	1	0	1	1	2	2	4	3	1
Q5 2015	28	27	0	1	4	3	5	4	9	10	6	6	6	2	1	1	0	0	1	2	2	2	1	0
Pentagone et croissant pauvre	28	31	0	2	12	7	6	13	2	0	2	3	3	1	4	2	0	3	7	8	9	9	1	0
1 ^{re} couronne est hors croissant	28	23	0	5	10	4	7	6	8	6	0	0	0	0	1	2	0	0	1	2	4	3	1	0
2 ^e couronne est	39	46	0	4	5	10	9	5	7	10	11	10	10	4	3	2	0	1	4	4	3	5	1	0
dont Q4 et Q5	28	31	0	2	1	5	6	3	7	8	10	8	8	3	1	1	0	1	1	3	2	2	1	0
2 ^e couronne ouest	30	33	0	3	10	10	4	7	3	4	0	2	2	4	7	3	0	0	11	8	6	9	3	5
dont Q4 et Q5	6	7	0	0	3	5	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1	3	2	1	0
Quartiers en gentrification (a)	46	43	0	7	18	10	12	15	6	2	2	3	3	0	4	3	0	3	6	9	13	10	1	0
Total	125	133	0	14	37	31	28	31	20	20	13	15	15	9	15	9	0	4	23	22	22	28	6	5

- (a) Quartiers du Pentagone, du croissant pauvre et de première couronne orientale situés dans les deux premiers quintiles de revenus en 2005 et ayant amélioré leur revenu moyen/hab. relatif entre 2005 et 2015.

1.4. Les quartiers pauvres

- 16 Contrairement à ce que l'on aurait pu imaginer, l'amélioration de la représentation des quartiers les plus pauvres (Q1) ne provient pas tant de l'apparition d'élus d'extrême gauche (seulement 2 élus d'extrême gauche sur les 32 élus habitant ces quartiers en 2020, ou encore sur les 14 élus d'extrême gauche bruxellois) que d'un très net renforcement des élus écologistes, néerlandophones en particulier : l'attractivité de la zone du canal pour ce type d'élus est remarquable. En totalisant 41 % des élus issus des quartiers du premier quintile en 2020, contre 22 % en 2010, les écologistes en ont fait leur « fief résidentiel ». À l'inverse, le nombre d'élus socialistes se réduit dans ces quartiers, où ils dominaient : si on considère les quartiers des deux premiers quintiles, ils y passent de 23 à 16 élus, quand les écologistes grimpent de 12 à 19. Ainsi, alors que, de 2010 à 2020, les nombres d'élus socialistes et écologistes restent tous deux assez stables dans les quartiers de classes moyennes et aisées (Q3 à Q5), leur prédominance s'inverse dans les quartiers pauvres.
- 17 Il serait toutefois faux de lier cette évolution à une éventuelle modification des comportements électoraux des classes populaires locales issues de l'immigration, parmi lesquelles la pénétration des écologistes était traditionnellement faible [Martiniello et Hily, 1998 ; Rea *et al.*, 2010 ; Teney *et al.* 2010]. En effet, le tableau 5 montre bien qu'il n'y a pas eu de diminution sensible de la présence très importante d'élus socialistes

d'origine maghrébine ou turque dans ces quartiers et que les élus écologistes issus de cette immigration y sont toujours aussi peu nombreux, malgré un discours écologiste ouvert sur les questions liées à l'immigration, le fait que les écologistes furent le premier parti à Bruxelles à accueillir un élu d'origine marocaine et qu'ils sont ou ont été à deux reprises co-présidés par une Bruxelloise d'origine maghrébine : seuls 4 des 31 élus écologistes en 2020, soit 13 %, sont d'origine maghrébine ou turque, alors qu'ils sont 19 dans ce cas sur 45 élus, soit 42 %, dans la gauche socialiste et l'extrême gauche⁸.

Tableau 5. Nombre d'élus d'origine maghrébine ou turque et d'origine d'Afrique subsaharienne, selon le type de quartier et l'appartenance politique

		2010				2020			
		Social.	Ecol.	Autres	Total	Social. et PTB	Ecol.	Autres	Total
Élus d'origine maghrébine ou turque	Q 1 et Q 2	12	2	3	17	11	3	2	16
	Q 3, 4 et 5 Est	2	2	-	4	3	-	1	4
	Q 3, 4 et 5 Ouest	1	-	-	1	5	1	-	6
Élus d'origine d'Afrique subsaharienne	Q 1 et Q 2	-	-	1	1	-	-	1	1
	Q 3, 4 et 5 Est	1	-	1	2	-	-	-	-
	Q 3, 4 et 5 Ouest	-	-	3	3	-	1	3	4
Total		16	4	8	28	19	5	7	31

L'appartenance à ces catégories est fondée sur le patronyme des élus. Si celui-ci constitue une bonne variable proxy de l'origine des élus, nous attirons l'attention sur le fait que son usage présente des limites. Les origines d'une personne peuvent en effet être bien plus complexes que ce que son patronyme peut indiquer. Ceci explique donc, par exemple, que Barbara Trachte, bien qu'ayant notamment des origines subsahariennes, n'ait pas été incluse dans ce tableau.

- 18 Il semble donc que l'on puisse conclure que la croissance du nombre d'élus écologistes résidant dans les quartiers pauvres soit plus le fait des choix résidentiels de pionniers gentrificateurs, peu représentatifs des comportements politiques dominants des populations locales en grande partie issue des immigrations pointées. À l'inverse, une partie des élites politiques socialistes d'origine maghrébine ou turque aurait tendance à se déplacer vers des quartiers plus aisés, surtout dans la partie occidentale de la Région.
- 19 Dans ces quartiers pauvres (Q1 et Q2), les élus de partis du centre et de droite sont de plus en plus minoritaires (41 % de l'ensemble des élus résidant dans ces quartiers en 2010, 27 % en 2020), bien que leur nombre soit quelque peu soutenu par une présence néerlandophone, néanmoins globalement déclinante elle aussi.

1.5. Les quartiers intermédiaires

- 20 Les élus de gauche (extrême gauche, sociaux-démocrates et écologistes) sont aussi majoritaires parmi ceux résidant dans les quartiers intermédiaires (Q3 et Q4), mais moins que dans les quartiers pauvres : 60 % des élus résidant dans les quartiers Q3 et Q4 appartiennent à la gauche (64 % dans les quartiers Q3, 53 % dans les quartiers Q4), contre 70 % dans les quartiers Q1 et Q2.
- 21 À l'intérieur du groupe des élus de gauche, le poids des socialistes augmente dans les quartiers intermédiaires par rapport à celui des écologistes, et ces derniers sont mieux représentés en Q3 qu'en Q4, ce qui renvoie de nouveau à l'accentuation chez les élus écologistes d'un profil de gentrificateurs pionniers ou en tout cas de personnes à la recherche d'une urbanité dense et centrale.
- 22 Mais ce qui est moins attendu est la forte présence dans ces quartiers intermédiaires des élus d'extrême gauche, bien plus présents que dans les quartiers les plus pauvres. Cette résidence préférentielle des élus du PTB-PVDA dans les quartiers intermédiaires de la première couronne orientale pourrait peut-être s'expliquer par le fait que cette première génération d'élus d'extrême gauche ne vient pas majoritairement des classes populaires issues de l'immigration et de leurs quartiers de résidence, mais d'un monde syndical et associatif très politisé, pour une part des universitaires politiquement engagés. Il n'y a d'ailleurs que 3 élus d'origine maghrébine ou turque sur 14 élus au PTB-PVDA, alors qu'ils sont 14 sur 31 chez les socialistes, qui ont pu se construire au cours du temps une clientèle électorale issue de l'immigration au niveau de structures d'encadrement communales, y compris parmi des indépendants et de petits entrepreneurs.
- 23 En ce qui concerne les élus du centre et de droite, les quartiers intermédiaires, en particulier ceux de la deuxième couronne occidentale de la Région sont de plus en plus le lieu de concentration des élus (en nombre déclinant) sociaux-chrétiens. Cela n'est sans doute pas sans lien avec la concentration dans ces quartiers d'une population d'origine subsaharienne. En effet, le profil des élus originaires d'Afrique subsaharienne est tout à fait différent de celui des élus d'origine maghrébine ou turque, tout comme l'est le patron spatial général de cette population : ils résident avant tout dans des quartiers de classes moyennes en deuxième couronne, surtout à l'ouest, où exerce d'ailleurs, à Ganshoren, le premier et seul bourgmestre bruxellois d'origine subsaharienne, social-chrétien (tableau 5).

1.6. Les quartiers aisés

- 24 Dans les quartiers du cinquième quintile, surreprésentés, rappelons-le, en termes de résidence des élus par rapport au volume de leur population, les élus de gauche sont cette fois très nettement minoritaires, seulement 29 % de l'ensemble des élus. Parmi eux, les élus écologistes y font jeu égal avec les socialistes.
- 25 Les répartitions spatiales assez voisines des élus libéraux et DÉFI sont très inégalitaires : 73 % des élus de cette famille politique habitent des quartiers des deux quintiles les plus aisés en 2010, 63 % en 2020 (rappelons que ces quartiers ne rassemblent que 32 % de la population bruxelloise). En outre, ils sont bien plus présents à l'est de la Région qu'à l'ouest : 26 élus sur les 35 au total habitent en première et deuxième couronnes orientales en 2020, 8 seulement dans le croissant pauvre et la seconde couronne

occidentale. Cela rend compte de la concentration historique des classes sociales aisées – et francophones – dans les faubourgs orientaux. À l'intérieur de l'ensemble des élus MR/Open Vld – FDF/DéFI, la part du MR tend à augmenter avec le niveau social des quartiers : les élus, sinon les électeurs, de DéFI semblent plus appartenir aux classes moyennes que ceux du MR. Ce profil plus classes moyennes est partagé par les 4 élus libéraux flamands de l'Open Vld.

- 26 Dans ces quartiers aisés, il n'y a qu'à Woluwé-Saint-Pierre que les élus CdH parviennent à se maintenir significativement. On est ici sur la radiale historique d'extension vers les faubourgs des élites catholiques [Vandermotten et Ots-Albitar, 1976 ; Dobruszkès et Vandermotten, 2006].

1.7. Premières conclusions

- 27 Parmi les conclusions les plus importantes qui se dégagent de cette géographie des élus, il nous semble qu'il convient d'épingler les points suivants :

- les lieux de résidence des élus sont de mieux en mieux calqués sur ceux de la population dans son ensemble, sinon la persistance d'une surreprésentation des quartiers les plus aisés ;
- la croissance du nombre d'élus résidant dans les quartiers les plus pauvres tient principalement à l'arrivée d'élus écologistes gentrificateurs pionniers, mais ne se marque pas en termes d'augmentation de la part des écologistes parmi les élus d'origine maghrébine ou turque ;
- les élus issus de l'immigration maghrébine ou turque sont de plus en plus nombreux et ils appartiennent pour l'essentiel à la social-démocratie ou à l'extrême gauche. Ils résident de plus en plus dans les quartiers intermédiaires, même si la majorité d'entre eux habite toujours les quartiers pauvres ;
- les lieux de résidence des élus de l'extrême gauche suggèrent qu'il s'agit d'un personnel politique issu d'un monde du travail qualifié et politisé ou d'intellectuels engagés, habitant dans des quartiers intermédiaires ;
- la présence d'élus du centre et de la droite va croissant avec le niveau social des quartiers. La grande majorité de ceux-ci sont des élus MR ou FDF/DéFI. Les premiers sont proportionnellement d'autant plus présents que les quartiers sont plus aisés ;
- les élus sociaux-chrétiens forment aujourd'hui un groupe résiduel, qui ne garde une présence significative que dans deux localisations : les quartiers intermédiaires de seconde couronne occidentale et, parmi les communes aisées, Woluwé-Saint-Pierre ;
- les élus néerlandophones du centre et de droite (CD&V et Open Vld) résident préférentiellement dans les quartiers intermédiaires de seconde couronne occidentale. Ils ont un profil en général plus populaire que leurs équivalents francophones.

2. Géographie des élus et géographie électorale

- 28 Examiner dans le détail la concordance entre la géographie résidentielle des élus et les résultats électoraux se révèle un exercice difficile, dans la mesure où les résultats électoraux ne sont disponibles au mieux qu'au niveau communal, et encore pour les seules élections communales (2012 et 2018) (figure 3). Or, le découpage communal est hétérogène et très loin d'être le plus adéquat pour appréhender les différenciations sociales dans l'espace urbain.

Figure 3. Principales tendances politiques au niveau communal (élections communales de 2018)

Cartographie : Pablo Medina Lockhart

- 29 Une tentative exploratoire peut néanmoins être faite pour appréhender à cette échelle communale la similitude ou non entre la répartition résidentielle des élus et les résultats électoraux. De manière à réduire autant que possible les aléas statistiques des petits nombres, des communes voisines aux profils sociopolitiques proches ont été regroupées : Berchem-Sainte-Agathe, Ganshoren et Jette ; Molenbeek et Koekelberg ; Ixelles et Etterbeek ; les deux Woluwés ; Auderghem et Watermael-Boitsfort. De même, les familles politiques ont été regroupées en seulement six groupes : l'extrême gauche, les socialistes, les écologistes, les libéraux et DÉFI, les sociaux-chrétiens, la NVA et l'extrême droite flamande.

Tableau 6. Nombre d'élus résidents et nombre attendu en fonction d'une proportionnalité avec la répartition des voix aux élections communales de 2012 et de 2018⁹

	Résidence effective des élus/Nombre attendu en fonction de la répartition régionale des voix													
	2012							2018						
	Extr.-Gauche	Socialistes	Ecologistes	FDF/DéFI+MR/Open Vld	CdH+CD&V	NVA+VB	Total	Extr.-Gauche	Socialistes	Ecologistes	FDF/DéFI+MR/Open Vld	CdH+CD&V	NVA+VB	Total
Bruxelles	0/0	2/5	3/2	4/4	6/3	1/1	21/16	0/2	6/5	2/3	5/4	0/2	1/1	15/19
Anderlecht	0/0	4/4	1/1	1/4	2/0	0/1	8/12	0/2	3/4	3/2	2/4	0/0	1/1	9/12
Berchem, Ganshoren, Jette	0/0	2/3	5/1	2/3	3/3	2/1	14/13	2/0	1/2	2/2	1/3	4/4	1/1	11/13
Watermael-Boitsfort, Auderghem	0/0	0/1	3/1	3/4	0/1	0/0	6/8	1/0	2/3	2/2	4/4	0/0	0/0	9/8
Etterbeek, Ixelles	0/0	5/2	5/3	10/6	3/1	0/0	23/13	2/1	2/2	3/4	4/5	1/1	0/0	12/14
Evere	0/0	2/2	0/1	1/1	0/0	0/0	3/4	0/0	2/2	1/1	2/1	0/0	0/0	5/5
Forest	0/0	2/2	1/1	1/2	0/1	0/0	4/6	3/1	5/2	3/2	1/2	0/0	0/0	13/6
Molenbeek, Koekelberg	0/0	5/3	0/1	2/4	1/1	0/1	8/12	2/1	5/4	4/1	4/4	1/1	0/0	16/13
Saint-Gilles	0/0	2/2	2/3	1/1	0/0	0/0	5/5	1/1	2/2	3/1	0/1	0/0	0/0	6/5
Saint-Josse	0/0	3/1	2/0	0/0	0/0	0/0	5/3	0/0	1/1	3/1	0/0	0/0	0/0	4/3
Schaerbeek	0/0	4/3	4/2	2/6	1/1	1/0	12/13	3/2	3/3	4/3	4/5	0/1	1/1	15/14
Uccle	0/0	1/1	0/2	6/6	1/1	0/0	8/10	0/0	1/1	1/3	6/6	1/1	0/0	9/10
Woluwe St. Lambert et St. Pierre	0/0	0/1	0/1	6/8	2/2	0/0	8/12	0/0	0/1	0/2	6/7	3/2	0/0	9/12
Région de Bruxelles-Capitale	0/0	37/30	26/18	39/50	19/16	4/5	125/125	14/9	33/29	31/22	39/46	10/13	4/5	133/133

Les localisations résidentielles plus nombreuses qu'attendu sont soulignées en rouge, celles moins nombreuses en bleu.

- 30 La comparaison entre le nombre d'élus attendu en fonction de la ventilation des voix par groupe politique et groupe de communes et le nombre effectif des élus des différents groupes résidant dans ces groupes de communes doit être interprétée avec une grande prudence en termes de significativité statistique et ne révèle pas de surprise majeure : globalement, la géographie des élus reflète bien celle de l'électorat (tableau 6). Quelques écarts révélateurs se dégagent néanmoins, qui confirment des conclusions déjà esquissées précédemment :

- les élus d'extrême gauche habitent des quartiers plus intermédiaires que ceux dont est issue une part importante de leur électorat ;
- les élus écologistes sont proportionnellement mieux représentés que leur électorat dans les quartiers pauvres, et ceci tend à se renforcer : ainsi, la surreprésentation des élus écologistes dans les quartiers intermédiaires d'Ixelles et d'Etterbeek, dans ceux de la seconde couronne occidentale, voire à Watermael-Boitsfort et Auderghem, qui prévalait en 2012, a disparu, alors qu'elle s'est confortée dans les quartiers de l'axe du canal, ainsi qu'à Saint-Josse et Saint-Gilles ;
- bien que très inégalement répartis sur le territoire régional, les lieux de résidence des élus DéFI et libéraux, surtout les seconds, sont ceux qui reflètent le mieux la géographie (très inégalement répartie elle aussi) de leur électorat.

Conclusion générale

- 31 Cet article ne prétend pas à l'existence d'une concordance parfaite entre la répartition des élus et celle des électeurs des différentes familles politiques. Toutefois, au-delà de l'intérêt d'une géographie des élus, suffisamment de conclusions convergentes se dégagent pour préciser quelques grands traits de la géographie sociopolitique bruxelloise et de ses évolutions récentes, qui permettent d'affiner ce que nous apprend l'analyse des résultats des élections communales, c'est-à-dire le niveau spatial le plus fin disponible, mais qui sont parfois difficiles à interpréter par le fait de l'hétérogénéité

des territoires communaux, voire de « fidélités » locales de l'électorat, en particulier à ses bourgmestres.

- 32 Les élus du PTB/PVDA ne résident pas tant dans les quartiers les plus pauvres que dans des zones de revenu intermédiaire, ce qui peut s'expliquer par leur appartenance à un milieu très politisé issu du monde du travail qualifié, de responsables syndicaux aguerris, voire du monde intellectuel.
- 33 Bien que les quartiers les plus pauvres et abritant un grand nombre de personnes d'origine maghrébine ou turque votent toujours très majoritairement socialistes, le patron résidentiel des élus socialistes tend à glisser partiellement de ces quartiers centraux vers des quartiers plus aisés, même dans le chef d'élus issus de l'immigration maghrébine ou turque. Ces localisations rencontrent celles des électeurs socialistes « d'origine belge » liés aux classes moyennes et au secteur non marchand. Comme dans d'autres grandes métropoles européennes, le monde socialiste doit donc composer avec deux segments électoraux très différents, voire aux intérêts antagonistes, avec le risque d'un détachement progressif de son personnel politique en voie d'ascension sociale par rapport à sa base électorale la plus populaire.
- 34 Les élus écologistes relèvent de plus en plus de la catégorie des gentrificateurs pionniers dans les quartiers centraux, en particulier dans la zone du canal, sans que cela ne signifie que ce courant politique n'y morde massivement sur l'électorat issu de l'immigration. Il ne faut toutefois pas négliger que l'implantation des écologistes reste importante dans certaines zones de deuxième couronne (13 de leurs élus en 2010 et 12 en 2020 en proviennent) et que parmi les trois communes où ils sont le premier parti aux dernières élections communales (Ixelles, Watermael-Boitsfort et Forest), la première est située à cheval sur la première couronne orientale et la deuxième couronne, la seconde est en deuxième couronne et la troisième partagée entre le croissant pauvre et la seconde couronne. Les élus écologistes semblent donc bien partagés entre des élus gentrificateurs, sans doute plus jeunes et avec une sensibilité sociale et culturelle tournée vers l'urbanité, et d'autres, sans doute aussi liés de manière privilégiée au secteur non marchand, plus intéressés par la préservation d'un milieu de vie au calme dans les quartiers verts de seconde couronne.
- 35 L'électorat du centre et de la droite est très majoritairement capté par les libéraux et DéFI. Il est fort concentré dans les quartiers intermédiaires et surtout aisés de la deuxième couronne. La géographie résidentielle des élus de ces deux familles politiques reflète bien celle de leurs électeurs, avec cependant une tendance plus classes intermédiaires chez DéFI, plus classes les plus aisées chez les libéraux. En 2020, 63 % des élus de cet ensemble politique habitent des quartiers des deux quintiles les plus aisés, qui ne rassemblent que 32 % de la population bruxelloise. En outre, ils sont bien plus présents à l'est de la Région qu'à l'ouest : 26 élus sur les 35 au total habitent en première et deuxième couronnes orientales en 2020, 8 seulement dans le croissant pauvre et la seconde couronne occidentale. Comme pour bien d'autres caractéristiques de la géographie sociale bruxelloise, cela rend compte de la concentration historique des classes sociales aisées – et francophones – dans les faubourgs orientaux.
- 36 L'inégalité spatiale de la répartition des élus du CdH s'est fortement accrue, ce qui reflète avant tout la forte régression de leur nombre et le repli de ce qu'il en reste sur des niches spécifiques. Les électeurs et les élus CdH résident plus souvent en deuxième couronne occidentale, en particulier là où ils conservent le pouvoir au niveau communal (Berchem-Sainte-Agathe, Ganshoren, Jette). Les élus d'origine

subsaharienne représentent un apport significatif pour le CdH. Par ailleurs, le CdH conserve un poids significatif dans les quartiers aisés de Woluwé-Saint-Pierre, où il peut aussi s'appuyer sur la possession du maïorat.

- 37 Dans le cadre d'un nombre total en réduction malgré une représentation garantie de 17 sièges sur 89 au Parlement régional¹⁰ et même s'ils sont partout très minoritaires, tout en montrant une tendance à une évolution vers une répartition plus équilibrée, les élus néerlandophones restent mieux représentés à l'ouest, mais avec un glissement vers le croissant pauvre (3 élus en 2010, 7 en 2020). Il faudrait y ajouter les élus résidant dans le Pentagone (4 en 2010, 1 en 2020). De la sorte, il semble donc bien y avoir deux électors néerlandophones, et deux catégories correspondantes d'élus : d'une part un électorat historique, présent en seconde couronne occidentale, en particulier dans les anciens noyaux villageois¹¹ ; d'autre part un électorat de gentrificateurs et de classes moyennes cosmopolites, qui apprécie certaines portions du croissant pauvre, d'abord localisé autour de l'axe de la rue Dansaert, puis ayant migré dans l'axe du canal. Ainsi, 3 des 6 élus Groen en 2020 habitent cette zone.

BIBLIOGRAPHIE

DE BORMAN, L., DOBRUSZKES, F. et MARISSAL, P., 2001. Analyse socio-spatiale du lieu de résidence des élus communaux à Bruxelles et en périphérie, in : *Belgeo*, n° 2, pp. 63-76. Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/belgeo/15420>

DE MAESSCHALCK, F., 2009. L'intérêt pour le quartier. Le lieu de résidence des conseillers communaux dans la Région de Bruxelles-Capitale, in : *Brussels Studies*, n° 27. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/brussels/672>

DE MAESSCHALCK, F., 2010. Vers une représentation politique fidèle des quartiers défavorisés ? Le lieu de résidence des parlementaires bruxellois, 1989-2009, in : *Brussels Studies*, n° 44. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/brussels/820>

DOBRUSZKES, F. et VANDERMOTTEN, C., 2006. Éléments pour une géographie des clivages philosophiques à Bruxelles, in : *L'Espace géographique*, n° 1, pp. 31-43.

IBSA, *Monitoring des quartiers*, <https://monitoringdesquartiers.brussels/>, consulté le 1 mars 2021.

JACOBS, D., 2006. Een kandidaat uit mijn buurt? De scheve spreiding van kandidaten voor de Brusselse gewestverkiezingen over armere en rijkere buurten, in: *Res Publica*, vol. 48, n° 1, pp. 25-39.

MARTINIELLO, M. et HILY, M.A., 1998. Les élus d'origine étrangère à Bruxelles : une nouvelle étape de la participation politique des populations d'origine immigrée, in : *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 14, n° 2, pp. 123-149.

REA, A., JACOBS, D., TENNEY, C. et DELWIT, P., 2010. Les comportements électoraux des minorités ethniques à Bruxelles, in : *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 4, pp. 691-717.

TENEY, C., JACOBS, D., REA, A. et DELWIT, P., 2010. Ethnic voting in Brussels: Voting patterns among ethnic minorities in Brussels (Belgium) during the 2006 local elections, in: *Acta Politica*, vol. 45, n° 3, pp. 273-297.

VANDERMOTTEN, C. et OTS-ALBITAR M., 1976. Les médecins à Bruxelles. Différenciation sociale et philosophique de l'espace d'une grande ville, in : *Revue belge de Géographie*, vol. 100, n°s 2-3, pp. 221-230.

VANDERMOTTEN, C., 2014. *Bruxelles, une lecture de la ville*, Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.

VAN HAMME, G. et MARISSAL, P., 2008. Lectures politiques du lieu de résidence des candidats aux élections bruxelloises, in : *L'Espace politique*, n° 4, pp. 34-52. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/508>

NOTES

1. Par souci de simplicité, nous parlerons dorénavant de 2010 et de 2020 pour les deux situations étudiées.

2. Par exemple, s'il s'avérait que l'extrême droite faisait des scores importants dans des quartiers où le pourcentage de Belges issus de l'immigration est important (ce n'est pas le cas), il ne faudrait évidemment pas en conclure que ceux-ci votent préférentiellement pour l'extrême droite.

3. Soit, en 2010, 89 parlementaires régionaux (parmi lesquels 12 bourgmestres), 14 parlementaires fédéraux (dont 1 bourgmestre) et 4 parlementaires européens, plus 9 ministres bruxellois et/ou de la Communauté française (dont 1 bourgmestre), 1 ministre flamand et 3 ministres fédéraux, ainsi que 5 bourgmestres n'exerçant pas de cumul. En 2020, outre les 89 parlementaires régionaux (parmi lesquels 3 bourgmestres), 13 parlementaires fédéraux et 4 parlementaires européens, plus 10 ministres bruxellois ou de la Communauté française et 3 ministres fédéraux, ainsi que 14 bourgmestres n'exerçant pas de cumul.

4. Tout en gardant à l'esprit que les statistiques de revenus doivent être maniées avec prudence, surtout pour mesurer une évolution : d'une part les statistiques de revenus excluent certaines catégories de la population ; d'autre part le traitement statistique des revenus des ménages a évolué dans le temps, et de manière différenciée selon les quartiers ; enfin, les modifications dans la taille des ménages influent sur l'évolution du revenu calculé par habitant.

5. À l'échelle des quartiers classés par quintile de revenus, l'écart entre la répartition des élus et celle de la population passe de 16,9 % de la répartition la plus inégalitaire possible en 2010 à 8,7 % en 2020. Au niveau des types de quartier, de 10,1 % à 5,4 % (la répartition la plus inégalitaire possible est celle qui concentrerait tous les élus dans la seule catégorie la moins peuplée, celle des quartiers du cinquième quintile).

6. Contrairement à une idée assez répandue, le taux de renouvellement des élus d'une élection à l'autre est assez important. Les élus ne le sont pas « à vie ». De Maesschalk [2010] cite des ordres de grandeur de 45 à 50 % de renouvellement d'une élection à la suivante. Considérant que les chiffres mobilisés par la présente étude portent sur des périodes séparées par deux élections, nous arrivons ici à des chiffres plus faibles, mais cohérents avec ceux cités plus haut : sur les 125 élus recensés en 2010, 51 l'étaient toujours en 2020, soit 41 % ; à l'inverse, sur les 133 élus de 2020, 38 % étaient déjà en place en 2010.

7. Dans l'étude, deux groupes sont plus spécifiquement identifiés : d'une part, les élus d'origine maghrébine ou turque et, d'autre part, les élus issus de l'immigration d'Afrique subsaharienne. Ce focus permet d'interroger la représentation politique actuelle d'importantes communautés

bruxelloises issues de l'immigration, mais demeurées longtemps mal représentées au sein des instances politiques belges.

8. Notons que si la fidélité de l'électorat d'origine maghrébine ou turque aux socialistes (y compris à leurs dissidents ethniques, Emir Kir et Emin Özdar, voire au PTB) ne se dément pas (15 sur les 22 élus bruxellois d'origine maghrébine ou turque (68 %) en 2010, 19 sur 26 (73 %) en 2020), la résidence des élus de ces origines diffuse progressivement sur l'ensemble du territoire bruxellois : 17 sur 22 (77 %) habitaient dans les quartiers des deux premiers quintiles en 2010, 16 sur 26 (62 %) en 2020 (tableau 5). Cela pourrait traduire le développement d'une classe moyenne d'origine maghrébine ou turque qui se déplace peu à peu des quartiers pauvres vers le reste du territoire régional.

9. Nombre de voix par parti dans chaque commune en pourcentage du nombre total de suffrages valables dans l'ensemble de la Région.

10. Ceci explique que 77 % des élus néerlandophones soient des parlementaires régionaux, ce qui n'est le cas que pour 65 % des francophones.

11. Rappelons que les communes de Berchem-Sainte-Agathe, Ganshoren (ainsi que Evere) n'ont été incorporées dans l'Agglomération bruxelloise qu'en 1954, suite à l'évolution de leur composition linguistique telle qu'elle ressortait du recensement de 1947.

RÉSUMÉS

L'article examine d'abord le patron résidentiel des élus de niveau supra-communal résidant sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et son évolution récente. Il montre que ce patron tend de plus en plus à se conformer à celui de la population bruxelloise dans son ensemble, avec toutefois le maintien d'une surreprésentation des quartiers les plus aisés, où résident près de la moitié des élus MR et DÉFI, surtout en deuxième couronne orientale. Les élus CdH et néerlandophones résident plus souvent en deuxième couronne occidentale, mais il y a une forte progression des élus flamands résidant dans les quartiers en voie de gentrification du croissant pauvre. Il en va de même pour les élus écologistes, qui apparaissent au cœur du processus de gentrification des quartiers pauvres centraux. Bien que les élus issus de l'immigration soient toujours très majoritairement socialistes, le patron résidentiel des élus socialistes tend à glisser des quartiers centraux vers la deuxième couronne. Quant aux élus du PTB, ils ne résident pas tant dans les quartiers les plus pauvres que dans des zones de revenu intermédiaire, traduisant un milieu très politisé issu du monde du travail qualifié. L'article examine ensuite les concordances que l'on peut établir entre cette géographie des élus et celle de leur électorat, dans les limites liées à la disponibilité de données à la seule échelle des communes et des élections à ce niveau de pouvoir.

Dit artikel onderzoekt in de eerste plaats het woonpatroon van de verkozenen op bovengemeentelijk niveau die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wonen, alsook de recente ontwikkelingen in dit woonpatroon. Het toont aan dat het woonpatroon van de verkozenen steeds meer geneigd is om overeen te stemmen met dat van de Brusselse bevolking in haar geheel. Toch zien we nog altijd een oververtegenwoordiging van de meest welgestelde wijken, waar bijna de helft van de verkozenen van de MR en DÉFI woont, vooral in de oostelijke tweede kroon. De verkozenen van het CdH en de Nederlandstalige verkozenen wonen vaker in de westelijke tweede kroon, maar we stellen een sterke toename vast van de Vlaamse verkozenen

die in de gentrificatiewijken van de arme sikkels wonen. Hetzelfde geldt voor de groene verkozenen, die een centrale rol vervullen in de gentrificatie van de arme centrumwijken. Hoewel de grote meerderheid van de verkozenen met een migratieachtergrond nog altijd socialist zijn, vertoont het woonpatroon van de socialistische verkozenen de neiging om te verschuiven van de centrumwijken naar de tweede kroon. De verkozenen van de PVDA wonen niet zozeer in de armste wijken maar wel in wijken met een gemiddeld inkomen, wat resulteert uit de sterk gepolitiseerde wereld van de gekwalificeerde arbeid. Het artikel onderzoekt vervolgens de punten van overeenkomst tussen de geografie van de verkozenen en die van hun kiezers, binnen de grenzen van de beschikbaarheid van gegevens op schaal van de gemeenten en gemeenteraadsverkiezingen.

The article begins by examining the residential pattern of supra-municipal elected representatives living in the Brussels-Capital Region and its recent development. It shows that this pattern tends to be more and more in keeping with that of the Brussels population as a whole, with however an over-representation of the most affluent neighbourhoods, where almost half of MR and DéFI elected representatives live, especially in the eastern part of the outer ring. CdH and Dutch-speaking elected representatives are more likely to live in the western part of the outer ring, but there has been a sharp increase in the number of Flemish elected representatives who live in the neighbourhoods of the poor area which are undergoing gentrification. The same is true for the green elected representatives, who are at the heart of the gentrification process in poor central neighbourhoods. Although the overwhelming majority of elected representatives from an immigrant background are still socialist, the residential pattern of socialist elected representatives shows a shift from the central neighbourhoods to the outer ring. As regards PTB elected representatives, they do not live in the poorest neighbourhoods so much as in middle-income areas, reflecting a highly politicised environment from the world of skilled labour. The article goes on to examine the coherency which can be observed between the geography of elected representatives and that of their electorate, based on the available data from the municipalities and elections at this level of power.

INDEX

Thèmes : 2. statut de Bruxelles – fonctionnement institutionnel – vie politique

Trefwoorden verkiezingen, politiek personeel

Mots-clés : élections, personnel politique

Keywords : elections, political staff

AUTEUR

CHRISTIAN VANDERMOTTEN

Christian Vandermotten est géographe et urbaniste, professeur émérite à l'Université libre de Bruxelles et membre de la Classe des Lettres de l'Académie royale de Belgique, dont il a été directeur en 2019 et 2020. Il est président de la Société royale belge de géographie. Il a publié récemment deux livres de poche : *Bruxelles, une lecture de la ville*, aux Éditions de l'Université de Bruxelles et *La Belgique*, dans la collection Que Sais-Je ?